



3 ans de souffrance, 3 ans de lutte, 3 ans sans vie Justice et humanité pour les 7 travailleurs sans-papiers de Creil

En cette période de campagne électorale, les déclarations de nos dirigeants et des candidats à la présidentielle pour sauver la France et l'Europe inondent notre quotidien : crise de la dette des États Européens, plans d'austérité successifs, discours dangereux sur l'immigration, les civilisations ...

Pour toutes ces questions, nos dirigeants semblent avoir trouvé LA solution, la seule et unique à leurs yeux :

- Préserver les plus riches (bouclier fiscal) et mettre à contribution les plus pauvres pour renflouer la dette des banquiers (TVA dite sociale).
- Faire de l'immigré et de l'étranger un nouvel ennemi intérieur, menaçant à la fois « identité nationale » et finances publiques, comme il en est coutume en temps de crise.

Par sa propagande mensongère, le gouvernement de droite/extrême droite, façonne l'idée selon laquelle des milliers d'immigrés quitteraient leur famille, leur vie, leur pays avec pour seul but de profiter du système social français (par ailleurs en cours de démantèlement).

***Mais la réalité et la vérité sont ailleurs ...
Et le gouvernement le sait !***

Dans leur analyse du « problème de l'immigration », Nicolas Sarkozy et les partisans de l'immigration choisie et des expulsions massives occultent volontairement 150 ans de l'histoire de France, la colonisation et ses conséquences sur les anciens territoires colonisés : accaparement des matières premières, domination économique et politique des territoires et de leur population, état de sous-développement industriel à l'heure des « indépendances » ...

En tant que puissance coloniale, la France a choisi elle-même, et de façon unilatérale, de lier son histoire à celle des peuples colonisés.

Elle a envoyé au front plusieurs centaines de milliers de soldats originaires des colonies dans les deux guerres mondiales.

Elle a encouragé l'immigration en faisant appel massivement à la main d'œuvre étrangère pour réaliser les grands travaux d'aménagement urbain à partir des années 50, lorsqu'elle manquait de travailleurs.

Selon l'OCDE, 90% des autoroutes, des hôpitaux, 1 logement sur 2 et 1 machine industrielle sur 7 en France ont été et sont construits par des travailleurs immigrés.

Aujourd'hui, la domination économique et financière de l'État français en Afrique entrave toute possibilité de développement d'un entrepreneuriat local africain indépendant.

- Mainmise des grands groupes capitalistes français sur les entreprises nationales africaines
Le groupe *Balloré Africa Logistics* renforce son monopole sur les marchés clés du développement de transport en Afrique occidentale pour un chiffre d'affaires de 1,8 milliards d'euro en 2008, l'année des émeutes de la faim dans les banlieues des grandes villes africaines.

- Dette africaine remboursée entre 1970 et 2002 à hauteur de 570 milliards de dollars
Les emprunts successifs réalisés par les États africains (poussés par le FMI et la Banque Mondiale) auprès des banques des pays développés lui coûtent actuellement 300 milliards d'euro d'intérêts* !!!

* Selon un rapport de la CNUCED (*commission des Nations Unies sur le commerce et le développement*)

Voilà pourquoi les travailleurs immigrés sont contraints d'émigrer, de tout quitter, conjoint, enfants, parents, amis... pour tenter leur chance ailleurs, ici.

NON, les immigrés qui parfois traversent les frontières au péril de leur vie ne vivent pas loin de chez eux pour profiter d'une vie oisive aux frais du contribuable français.



Car, qu'est-ce-que ça implique d'être un immigré ?

C'est vivre loin de chez soi.
C'est souffrir tous les jours du manque de ses proches.
C'est, pour beaucoup, ne pas voir grandir ses enfants.
C'est être exposé aux discriminations de toutes sortes.
C'est travailler dans les conditions les plus dures.
C'est apprendre une langue étrangère en plus des heures
de travail et avec « les moyens du bord ».
C'est être loin de sa culture.
C'est s'ouvrir et comprendre une autre culture.
Et bien souvent, c'est vivre dans la précarité...

En France, ils travaillent dans les conditions les plus dures, dans le bâtiment de jour comme de nuit, dans le froid, sous la pluie, dans l'entretien, l'hôtellerie, la restauration (...), secteurs en manque de main d'œuvre. L'OCDE estime d'ailleurs que les travailleurs immigrés jouent un rôle décisif dans la croissance économique et dans la pérennité du système de solidarité nationale (retraites, sécurité sociale...), étant donné qu'ils cotisent à toutes les caisses, et paient leurs impôts, qu'ils aient ou non des papiers.

En 2010, une étude commandée par le Ministère des affaires sociales au Pr. CHOJNINSKI de l'université de Lille révèle que les populations immigrées rapportent 12,4 milliards d'euro par an à l'État Français en impôts divers et cotisations sociales. (www.cairn.info.org)

Car oui, s'il y a bien une injustice que le gouvernement inflige à des travailleurs qui cotisent à toutes les caisses et qui participent à la croissance économique et sociale du pays, c'est de les maintenir volontairement dans un état de non droit et de dénuement total.

Leur refuser le droit au minimum vital, le droit de vivre dignement sans la peur au ventre en allant travailler chaque matin pour faire tourner une entreprise française qui ne fonctionnerait pas sans eux.

La France s'est construite et se construit grâce au travail et aux cotisations de tous les travailleurs, dont des millions de travailleurs immigrés, des milliers de sans-papiers, travailleurs de l'ombre sans droits, que l'État libéral met à disposition du grand patronat. C'est à lui, au grand patronat, que profite directement l'exploitation d'une catégorie de travailleurs sans droits. Voilà pourquoi Messieurs Sarkozy et Guéant les maintiennent volontairement dans la clandestinité.

Cela fait 3 ans que nous, les 68 travailleurs sans-papiers de la bourse du travail de Creil sommes en grève, aux côtés des 6 804 travailleurs sans-papiers en lutte partout en France et soutenus par 11 organisations syndicales et associatives (CGT, FSU, CFDT, FO, Solidaires, MRAP, LDH, RESF ...) Nous avons tout perdu, emploi, logement et vivons sans aucun revenu, grâce à la solidarité de la population.

Nous continuerons de nous battre jusqu'au bout pour notre régularisation et le respect de nos droits, en tant que travailleurs et êtres humains !

Messieurs SARKOZY, GUEANT et DESFORGES (*préfet de l'Oise*), l'Humanité n'a pas de quotas !

**Nous exigeons, ici à Creil, la régularisation immédiate
des 7 travailleurs sans-papiers de la Bourse du Travail
et l'égalité des droits pour tous les travailleurs,
qu'ils soient d'ici ou d'ailleurs !**

Nous avons besoin de votre solidarité !

Comité de soutien Ousmane Bâ des 68 travailleurs sans-papiers de Creil

Ne pas jeter sur la voie publique



Comité de soutien Ousmane Bâ
des 68 travailleurs sans-papiers de Creil